**Fiche d’information sur le commandement de payer**

 **Effets du commandement de payer**

**1.** Par le commandement de payer, le débiteur est sommé de payer les créances indiquées, frais de poursuite compris. Le commandement de payer est établi sur la base des indications du créancier, sans examen supplémentaire.

**Opposition**

**2.** **Si le débiteur entend contester une créance**,une partie d'une créance ou le droit de la faire valoir par le biais d'une poursuite, **il doit le faire immédiatement auprès du porteur du commandement de payer** ou le signaler par oral ou par écrit à l'office des poursuites **dans les dix jours** à compter de la notification.

**3.** Il n'est pas nécessaire de motiver l'opposition. Cependant, lorsque le débiteur est poursuivi pour une créance pour lasquelle un acte de défaut de biens a été délivré dans une **faillite** ou qui est soumise aux mêmes restrictions conformément à l'art. 267 LP et s’il fait opposition parce qu'il n'est pas revenu à meilleure fortune, il doit motiver expressément son opposition (par ex. en mentionnant « non-retour à meilleure fortune » dans le champ « Remarques »). S’il n’entend pas contester la créance en soi, il doit également le mentionner expressément (par ex. en indiquant « Créance non contestée »).

**4.** Si le débiteur ne conteste qu’une partiede la créance, il doit indiquer quel montant il conteste ; sinon, l'ensemble de la créance est considérée comme contestée. Si la poursuite en réalisation du gage ne le mentionne pas, il est supposé que l’opposition porte sur la créance et sur le droit de gage.

**5**. À la demande du débiteur, il lui est gratuitement donné acte de l’opposition.

**Continuation de la poursuite**

**6.** Lorsque le débiteur ne fait pas **opposition** (ch. 2 à 4) ou si l’opposition est levée lors de la procédure judiciaire ultérieure, le créancier peut requérir la [continuation de la poursuite](https://www.bj.admin.ch/content/dam/data/bj/wirtschaft/schkg/musterformulare/form/04-f.pdf) au plus tôt 20 jours et au plus tard un an à compter de la notification. Sur la base de cette requête, la poursuite continue par la voie de la saisie ou de la faillite.

**7.** Lorsque le débiteur fait opposition, le créancier doit faire valoir son droit par la voie de la procédure civile ou administrative (art. 79 LP). Si sa créance repose sur une décision de justice exécutoire ou sur une reconnaissance de dette constatée par acte authentique ou sous seing privé, le créancier peut requérir du juge la mainlevée de l'opposition en vertu des art. 80 à 83 LP.

**Remarques importantes**

**8.** Le débiteur poursuivi empêché sans sa faute de faire opposition dans le délai fixé peut demander à l'autorité de surveillance qu'elle lui restitue ce délai. L'intéressé doit, à compter de la fin de l'empêchement, déposer une requête motivée dans un délai égal au délai échu et former opposition auprès de l'office des poursuites compétent (art. 33 LP). Les délais ne cessent pas de courir pendant la durée des féries (7 jours avant et après Pâques et Noël, et du 15 au 31 juillet, cf. art. 56 LP) et des suspensions des poursuites (art. 57 LP). Toutefois, si la fin d'un délai coïncide avec un jour des féries ou de la suspension, le délai est prolongé jusqu'au troisième jour utile. Pour le calcul du délai de trois jours, le samedi, le dimanche et les jours légalement fériés ne sont pas comptés (art. 63 LP).

**9.** Le débiteur peut en tout temps demander à l’office des poursuites d’inviter le créancier à présenter les moyens de preuve afférents à sa créance à l'office des poursuites (art. 73 LP). Le débiteur peut aussi agir en tout temps au for de la poursuite pour faire constater que la dette n'existe pas ou plus, ou qu'un sursis a été accordé (art. 85 et 85*a* LP).

**10.** Lorsqu'une poursuite par voie de saisie ou de faillite est introduite pour une créance garantie par gage, le débiteur peut demander dans les 10 jours, par le biais d'une **plainte** à l'autorité de surveillance, que le créancier exerce d'abord son droit sur l'objet du gage (art. 41, al. 1bis, LP), sauf si la poursuite a pour objet des intérêts ou des annuités garantis par gage immobilier ou s'il s'agit d'une poursuite pour effets de change. Le **débiteur peut** également **déposer une plainte auprès de l'autorité de surveillance pour faire valoir que l'office des poursuites n'a pas agi de manière appropriée ou licite** (art. 17 LP). Les objections concernant l’objet de la créance doivent toutefois figurer dans l’opposition.

**11.** Si le débiteur et son conjoint vivent sous le régime de la communauté des biens (art. 221 ss CC), l'office des poursuites doit être informé afin de pouvoir notifier également le commandement de payer au conjoint. Ce dernier peut lui aussi former opposition (art. 68*a* et 68*b* LP). Des règles particulières s’appliquent lorsque le débiteur est mineur ou assujetti à une mesure de protection de l’adulte (art. 68*c* et 68*d* LP).

**12.** La procédure est inscrite au **registre des poursuites** où elle peut être consultée par les tiers pendant cinq ans, sauf si le créancier déclare à l'office qu'il retire la poursuite, sur la base d'une décision de justice ou sur la base d’une [demande de non-divulgation d’une poursuite (art. 8a, al. 3, let. d, LP)](https://www.bj.admin.ch/content/dam/data/bj/wirtschaft/schkg/musterformulare/form/02-fak-f.pdf) du débiteur admise.

Service Haute surveillance LP, 1er mars 2020

Cette fiche offre une vue simplifiée de la situation juridique Vous trouverez plus d’informations auprès des offices des poursuites ou sous [www.portaildespoursuites.ch](http://www.portaildespoursuites.ch). En cas de doute, il est recommandé de s’adresser à un service de conseil juridique.

**Factsheet on the Swiss procedure for debt enforcement**

**Effect of a summons for the payment of a debt**

**1.** The summons for payment (“Zahlungsbefehl”/”commandement de payer”/”precetto esecutivo”) requests the debtor to pay the debt specified together with debt enforcement costs. The summons for payment is issued on the instructions of the creditor; no verification is made that the debt claimed is genuine.

**Objection** (contesting debt enforcement)

**2.** **If the debtor wishes to contest all or part of the debt** or the plaintiff’s right to bring debt enforcement proceedings, **they must do so immediately by declaring their objection directly to the person serving the summons for payment,** or do so verbally **or** in writing **within 10 days** of service at the debt enforcement office that issued the summons (“Rechtsvorschlag”/”opposition”/”opposizione”).

**3.** No justification need be given for the objection. However, if the debtor faces debt enforcement proceedings for a debt that has resulted in a total or partial loss in **bankruptcy** proceedings or which is subject to the same restrictions under Art. 267 DEBA, and the debtor files an objection because theyhave no new assets, they must declare this expressly (for example by entering "no new assets" in the "Bemerkungen"/”Remarques”/”Osservazioni” field). In such a case, if the debtor does not wish to contest the debt itself, they must also expressly state this (for example by adding the remark "debt undisputed").

**4.** If only **part of the debt** is contested, the disputed amount must be indicated when filing the objection; otherwise it is assumed that the entire debt is disputed. In the case of debt enforcement by enforcement of a pledge, unless there is a remark to the contrary, it is assumed that both the debt and the right to the pledge are being contested.

**5**. If the alleged debtor so requests, they must be given a certificate confirming the objection free of charge.

**Continuation of the debt enforcement procedure**

**6.** Provided the debtor does not file an **objection** (Points 2 to 4) or if the objection is dismissed in subsequent court proceedings, the creditor can request that the debt enforcement procedure is continued. Before doing so, the creditor must wait at least 20 days and no more than one year from the date of service of the summons for payment. When the procedure continues, debt enforcement goes ahead in the form of foreclosure or bankruptcy procedures.

**7.** If the debtor files an objection, the creditor must justify the claim in civil or administrative proceedings (Art. 79 DEBA). If the debt is substantiated by an enforceable court decision or an acknowledgement contained in a public deed or confirmed by a signature, the creditor can request the court under Art. 80−83 DEBA to dismiss the objection (leave to continue enforcement proceedings). The deadlines mentioned in Point 2 are suspended between the initiation and conclusion of these court or administrative proceedings (Art. 88 DEBA).

**Further important information**

**8.** If the debtor is unable to file an objection in time due to circumstances beyond their control, they can request the supervisory authority to reinstate the deadline. To do this, they must apply to the competent authority as soon as possible, giving their reasons for reinstating the deadline, and they must then file the objection within the same period as has expired (Art. 33 DEBA). Debt enforcement holidays (7 days before and 7 days after Easter and Christmas as and from 15 to 31 July, see Art. 56 DEBA) and a stay of enforcement (Art. 57 DEBA) do not affect the deadlines. However, if a deadline falls within one of these periods, it will be extended until the third day after the end of the period. In calculating the three-day period, Saturdays and Sundays and national public holidays are not counted (Art. 63 DEBA).

**9.** The debtor can ask the debt enforcement office to tell the creditor to provide evidence in support of the debt. This evidence should be made available for inspection at the debt enforcement office (Art. 73 DEBA). The debtor may also at any time request the court to declare that the debt does not exist, no longer exists or has been deferred (Art. 85 and Art. 85*a* DEBA).

**10.** If ordinary debt enforcement proceedings by seizure or bankruptcy are instituted for a pledge-secured debt, the debtor has 10 days to file an appeal with the supervisory authority requesting that the creditor first demand the sale of the pledge (Art. 41 para. 1bis DEBA). This does not apply if the case involves debt enforcement measures for mortgage-secured interest or a bill of exchange. **The debtor may also file an appeal with the supervisory authority on the grounds that the debt enforcement office has acted unlawfully or unreasonably** in some other way (Art. 17 DEBA). However, if only the existence of the debt is disputed, the objection (cf. n. 2 above) will suffice.

**11.** If there is a community of property regime between the debtor and his or her spouse (Art. 221 ff. Swiss Civil Code), the debt enforcement office must be informed of this, so that the spouse can also be served with a summons for payment. In such cases, the spouse can also file an objection (Art. 68*a*-*b*. DEBA). Special rules on service apply if the debtor is a minor or is subject to an adult protection measure (Art. 68*c*-*d* DEBA).

**12.** The details of the debt enforcement procedure in the **debt enforcement register** remain accessible to third parties for 5 years, unless the creditor notifies the debt enforcement office that the procedure has been withdrawn, a court dismisses the claims on the merits or the debtor files a successful request to not communicate a debt enforcement to third persons in accordance with Art. 8a para. 3 lit. d DEBA.

Federal Supervisory Authority for Debt Enforcement and Bankruptcy, 1 March 2020

This factsheet provides a summary of the legal position. More information can be obtained from any debt enforcement office or at [www.betreibungsschalter.ch](http://www.betreibungsschalter.ch). In complex cases, we recommended that you seek professional legal advice.